

Ouganda : bagarre au Parlement au sujet de la limite d'âge du président

@rib News, 26/09/2017 Source AFP Des députés ougandais en sont venus aux mains mardi dans l'hémicycle, le parti au pouvoir entend soutenir la suppression de la limite d'âge pour être élu président, qui permettrait au chef de l'Etat Yoweri Museveni de briguer un sixième mandat en 2021. L'empoignade (photo) a opposé des députés de la majorité à leurs homologues de l'opposition. Nombre de cris et de coups de poings mal ajustés ont été échangés, des dossiers ont volé, et au moins un député a lancé une chaise qui a manqué la personne qu'il visait.

La séance de mardi au Parlement s'annonçait tendue : les députés du parti au pouvoir étaient censés soutenir une motion en vue d'un amendement constitutionnel qui supprimerait la limite d'âge des candidats au poste de président. La motion n'a finalement pas été débattue mardi. Ces tensions se sont muées en violence lorsque le chef du groupe parlementaire d'opposition (Forum pour le changement démocratique) - dont de nombreux élus portaient des bandeaux rouges à la tête en signe de protestation - a accusé un ministre de l'avoir menacé et d'avoir apporté un pistolet au Parlement. La Constitution impose actuellement aux candidats au poste de président d'être âgés de 35 à 75 ans. Une modification de cette dernière permettrait à Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986 et âgé de 73 ans, de se présenter en 2021 pour un sixième mandat consécutif. A quelques centaines de mètres de là, sur le campus de la principale université du pays, Makerere, des centaines d'étudiants ont une nouvelle fois bravé une interdiction de manifester et portaient eux aussi des bandeaux rouges. Certains manifestants ont érigé des barricades tandis que les forces de l'ordre lançaient des gaz lacrymogènes pour les disperser. Interrogé par l'AFP, le responsable étudiant Colins Tumukunde a soutenu que la Constitution est "l'âme et la personnalité" de l'Ouganda, et doit être protégée. "Notre Constitution n'a pas été écrite avec un simple crayon, on ne peut pas la réécrire de manière aussi triviale." Le porte-parole de la police de Kampala, Emilian Kayima, a affirmé que 18 personnes ont été arrêtées mardi, dont le chef de l'opposition Kizza Besigye déjà maintes fois interpellé dans son pays et que les autorités envisagent cette fois de poursuivre pour incitation à la violence, notamment.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});